

## LA CASE DE L'ONCLE TOM

La plus importante des ceintures de sécurité d'Israël ne se trouve pas à la frontière nord. Le plus important des généraux israéliens ne parle pas l'hébreu, et Rafael Eitan trouverait sans doute à redire sur son ignorance des valeurs juives traditionnelles. Non, le plus important des diplomates israéliens n'envoie pas ses notes de frais à Jérusalem, c'est plutôt Jérusalem qui lui envoie sa note de frais.

Le nom de la ceinture : AIPAC, et le nom du général-diplomate : Tom Dayan. Si je ne voyais pas en lui le plus dangereux des pourvoyeurs de drogue d'Israël, je le décrirais comme un intellectuel plutôt sympathique. La semaine dernière, Tom Dayan a été invité à commenter le film israélien « *Hamsin* », au centre de culture communautaire de la 92<sup>e</sup> rue. Si tout cela n'était pas si illusoire, la soirée aurait pu être amusante.

La semaine dernière, le général Jaafar a-Nimeiry s'est retrouvé bloqué au Caire après avoir appris la regrettable nouvelle de l'occupation de son palais par un nouveau locataire. Avant d'arriver au Caire, Nimeiry était à Washington. S'il n'était pas allé à Washington, il se serait peut-être épargné ce désagrément, mais il n'avait pas le choix : Washington avait décidé de geler l'aide d'urgence américaine au Soudan, dans l'attente de certaines mesures draconiennes jugées indispensables que le pouvoir soudanais tardait à mettre en œuvre. Le montant de l'aide devait s'élever à 67 millions de dollars, c'est-à-dire environ le montant de l'aide américaine reçue par Tel-Aviv tous les six jours. Si Nimeiry était si pressé d'aller à Washington, c'était pour convaincre le président Reagan de débloquer les 67 millions de dollars. Lorsque Reagan a fini par accepter, Khartoum pensait déjà à autre chose...

Deux jours plus tard, comme par coïncidence, la commission des affaires étrangères du Sénat américain a écarté l'idée ridicule que la politique économique israé-

lienne n'était pas assez consistante pour justifier l'enrichissement des caisses israéliennes avec quelques dollars supplémentaires. Le secrétaire d'Etat George Shultz avait pourtant exprimé — timidement il est vrai — la position de ses services en déclarant qu'il n'était pas dans son intention de refuser de subventionner un allié stratégique aussi important qu'Israël mais qu'il serait peut-être bon d'exiger de l'allié stratégique important de mettre un peu d'ordre dans ses affaires avant de lui faire parvenir le prochain chèque...

Cette argumentation saugrenue a été écartée, et la commission a approuvé l'octroi à Israël d'une somme d'un milliard et demi de dollars. C'est bien cela : un milliard et demi de dollars. Soit trente fois l'aide annuelle aux affamés d'Ethiopie. Et cela, sans qu'aucun Nimeiry israélien ait eu besoin de faire le voyage de Washington pour supplier quiconque de débloquer l'argent. Je ne pense même pas qu'un troisième secrétaire de l'ambassade israélienne ait jugé nécessaire de se présenter devant la commission sénatoriale.

Lorsque le roi Hussein de Jordanie a exprimé le désir d'acheter des missiles anti-aériens aux Etats-Unis, on lui a répondu que l'affaire nécessitait l'approbation de Tom Dayan. Le chef du département d'Etat eut un long entretien à ce sujet avec Dayan, Dayan a dit non, et les Etats-Unis n'ont pas vendu de missiles à Hussein.

L'été dernier, je me trouvais en compagnie d'un homme de Washington qui entretient des relations de travail avec Tom Dayan. Je lui dis que j'avais été gêné de lire dans le *Washington Post* qu'un document secret du département du commerce international avait été retrouvé dans le coffre du bureau personnel de Tom Dayan. Le document dressait la liste détaillée des conditions minimales et maximales que l'administration américaine s'était fixées pour mener les négociations sur l'instauration d'une zone de libre-échange en Israël. Ce document n'aurait jamais dû se trouver dans un autre coffre que celui de

Bill Brook, le chef du département pour le commerce international. « *Comment cela, gêné* » me rétorqua mon interlocuteur « *Feriez-vous partie de ceux qui ont honte de la puissance juive ?* » Je répondis que je n'avais pas honte, mais que je me sentais un peu mal à l'aise lorsque cette puissance s'exhibait avec tant de bruit.

Au début du mois de février, j'ai téléphoné à Mme Lisa Beren, qui occupe les fonctions d'attachée de presse du comité américano-israélien pour les affaires publiques (AIPAC). Je lui ai dit « *Bonjour, je suis un journaliste israélien et je voudrais écrire un article sur l'AIPAC* », Mme Beren m'a fait patienter pendant plusieurs semaines. Ensuite elle m'a déclaré : « *Vous êtes la dernière personne au monde que Tom Dayan acceptera de recevoir.* »

Au mois de juillet 1983, AIPAC avait publié la plus officielle des listes noires : 154 pages sur les ennemis d'Israël aux Etats-Unis. Cet ouvrage a donné lieu à une couverture de presse dans les colonnes du *Jewish Journal*, dans les termes suivants : « *Un livre agréable et éclairant.* » Le critique littéraire était Tom Dayan.

Voilà sans doute les raisons pour lesquelles Tom Dayan a été invité par le D' Arik Goldman, conseiller en communication au Jewish Welfare Board, à prendre la parole au sujet du film *Hamsin*, lors de la séance de clôture d'un Festival de films israéliens. (Ce festival proposait également les films *Trois jours et un enfant*, *la Fureur et la gloire* et *Salah Shabati*.)

Qu'est venu faire là un homme comme Tom Dayan ? Sans doute servir d'antithèse patriotique au metteur en scène Dani Waxmann, dont le nom pourrait sans doute figurer en bonne place sur la liste noire d'AIPAC. Un des spectateurs demanda : « *Pourquoi Israël a-t-il exproprié des terres arabes de Galilée en 1983 ?* » Réponse de Tom Dayan : « *Qui vous dit qu'Israël a exproprié ? Ce n'était pas un documentaire !* »

Voilà comment le trou noir de AIPAC

procède pour faire disparaître la Journée de la terre. Mais à vrai dire, je n'ai ressenti aucune colère. J'ai même éprouvé une certaine sympathie pour cet homme au visage doux, dont les chaussures claires s'accordaient si bien avec le costume brun et dont le langage affecté reproduisait élégamment le jargon intellectuel de la côte est. Si le trou noir de Tom Dayan ne m'a pas mis en colère, c'est que j'avais eu auparavant l'occasion d'apprécier la compétence de l'homme sur différents sujets. Ainsi avait-il consacré son allocution d'ouverture à un rapprochement entre la radicalisation des Arabes de Galilée et celle des paysans de l'île Mindanau aux Philippines. De fait, Tom Dayan connaît beaucoup mieux les Philippines que le Moyen-Orient. Il y a vécu plusieurs années dans le cadre des unités de paix américaines. Il a ensuite fait partie du corps diplomatique américain à New-Delhi. Pendant toute cette période, il ne s'intéressait que très peu aux affaires juives et sionistes. Il y a quelque chose d'ironique dans cette rencontre entre Dayan le grand voyageur et le lobby le plus provincial et le plus borné de Washington. Au sein de ce lobby on trouve des personnes qui n'acceptent même pas de reconnaître l'existence d'un monde dont l'Etat d'Israël ne constituerait pas le pivot central. Et voilà que ces mêmes personnes se choisissent pour chef un homme qui non seulement ne connaît pas l'existence de ce monde mais même en a une connaissance de première main. Et c'est ainsi qu'est né le concept de Journée de la terre pour les paysans de Mindanau...

L'été dernier, je suis allé à Toronto, où se tenait le congrès général de la Fédération juive d'Amérique du Nord. Il s'agit d'une structure de rassemblement assez floue, dont les réunions donnent lieu à des situations étranges. Le 15 novembre, Tom Dayan a été prié de prendre la parole devant un auditoire de plusieurs centaines de personnes, sur le thème « *Les juifs et les élections américaines* ». C'était en tout et pour tout neuf jours après les élections. A cette occasion, il a prononcé quelques

paroles que même des gens moins délicats que lui se seraient abstenus de claironner en public, ne serait-ce que par peur de s'attirer le mauvais œil. La teneur de ses propos était, en gros, la suivante : le concept de vote juif est sans aucune valeur. Le taux de vote phénoménal dont a bénéficié Reagan en 1980 et en 1984 est tel que même si tous les juifs américains avaient voté contre lui, il aurait été quand même élu. Pour gagner les élections aux États-Unis, il faut investir de l'argent. Si nous avons de l'argent — et nous en avons — et si nous savons à qui le donner — et nous le savons —, alors nous pouvons gagner, et nous gagnons. Nous avons gagné les élections au Congrès, puisque grâce à notre argent nous avons fait élire six *congressmen* (suivaient les six noms en question). Parmi ces victoires, la plus importante est celle de Paul Simon dans l'Illinois, qui nous débarrasse du sénateur Charles Percy, président de la commission sénatoriale des affaires étrangères, qui avait pour habitude de faire souvent allusion aux droits nationaux des Palestiniens. Notre victoire a fait son effet, puisque j'ai été invité hier à déjeuner par un conseiller de la Maison Blanche, qui m'a affirmé que la leçon de l'Illinois avait été comprise et qu'elle resterait dans les esprits pendant plusieurs années. Voilà, en substance, ce qu'a dit Tom Dayan.

A ce propos, j'avais pris des notes, et j'ai par la suite publié tout cela fidèlement, ce qui m'a valu de voir mon nom sur la liste noire. Ce n'est peut-être pas un grand honneur, mais ce n'est pas une honte non plus.

D'ailleurs, quatre mois plus tard, le *Wall Street Journal* a fait de même, en première page et en y consacrant beaucoup de place. Une dame m'a raconté que Dayan prétend que le grand journal américain aurait eu vent des propos tenus à Toronto par mon modeste article. A mon grand regret, ce n'est pas le cas, puisque cette deuxième publication contenait des citations que je n'avais pas rapportées. L'une d'elles : « *Nous sommes comme les éléphants indiens. Nous n'oublions jamais.* »

Voici une petite explication de texte, à propos du concept américain PAC (*political activities committee*). Depuis l'affaire du Watergate, les milliardaires américains n'ont plus le droit d'acheter librement des sièges au Congrès ou au Sénat. Les dons aux candidats politiques ne peuvent plus dépasser 5 000 dollars, ce qui devait théoriquement empêcher les pouvoirs financiers de changer directement leurs dollars en puissance politique.

Les PAC constituent la parade à ces limitations. Et le meilleur exemple est fourni par les activités de l'AIPAC. De fait, l'AIPAC n'est pas un comité politique, et il ne transmet de l'argent à personne. Il n'a d'ailleurs aucun lien formel avec les 75 PAC constitués par des juifs aisés dans tous les États-Unis. Mais, dans la pratique, l'AIPAC coordonne les activités des 75 comités, contourne la loi (sans l'enfreindre) et s'occupe de transmettre des centaines de milliers de dollars d'argent juif à quelques candidats choisis. Ces sommes sont en mesure de faire la différence entre deux candidats qui se talonnent, essentiellement par le biais du financement de campagnes télévisées.

Lorsque Paul Simon reçoit 200 000 dollars dans la semaine qui précède les élections, il peut se lancer à l'assaut des chaînes de télévision de l'Illinois, et vaincre de justesse Charles Percy. Bien entendu, AIPAC est là pour vérifier que son poulain ne se laisse pas aller à critiquer la guerre du Liban plus fort que ne le ferait — par exemple — Ariel Sharon, sous peine d'avoir à se passer des dollars porte-bonheur la prochaine fois...

Il est possible que mes lecteurs ne voient rien de répréhensible dans tout cela. Je ne tenterai donc pas de faire la morale, mais simplement de poser quelques questions d'ordre politique :

1) Est-il normal de laisser une structure non israélienne se constituer en premier porte-parole des besoins d'Israël devant le Congrès américain et distribuer des certificats de bonne conduite à des sénateurs ?

2) Est-il bon pour nous de mettre le Congrès « dans notre poche » ? Ne vau-

drait-il pas mieux avoir quelques véritables amis critiques ?

3) Est-il bon de perpétuer une situation dans laquelle n'importe quel aventurier israélien peut, s'il arrive au pouvoir, décider de lancer le pays dans une nouvelle guerre que Tom Dayan se chargera de financer ?

4) Est-il bon d'empêcher Israël de faire son autocritique en matière de sécurité, en partant du principe que n'importe quelle politique trouvera son financement ?

5) Que se passera-t-il le jour où la leçon profitera à d'autres, et où des comités d'action politique se mettront à arroser les sénateurs américains en fonction de leur hostilité envers Israël ?

Je pense que les milliards de dollars qui se déversent dans le sens Washington-Jérusalem (et qui « *disparaissent immédiatement* », selon la formule d'un rapporteur au Sénat) constituent la pire des illusions politiques d'Israël. Ce sont des drogues dures, et la case de l'oncle Tom Dayan n'est que le coin de rue sombre où opère notre « *dealer* » national.

Vous me direz, ce n'est pas illégal. Après tout, pourquoi protester lorsque quelqu'un va pour vous acheter des sénateurs au marché ?

Yoav Karni, *Ha'ir*,  
1<sup>er</sup> avril 1985

### UNE DÉLÉGATION PALESTINIENNE.. DÉSIGNÉE PAR ISRAËL

Voici une dépêche imaginaire :

George Shultz est sorti furieux de sa rencontre avec Hussein de Jordanie. Tout au long de l'entretien, il s'était efforcé de maintenir une contenance toute diplomatique, essayant de convaincre Hussein de renoncer à des exigences inacceptables pour Jérusalem, tout en couvrant son interlocuteur de compliments sur son courage et sur sa volonté affichée d'arriver à un règlement de paix au Moyen-Orient. Mais en

sortant du palais, il s'est confié à un de ses proches : Je n'oserai jamais, dit-il, transmettre à Shimon Pérès les conditions *sine qua non* de Hussein selon lesquelles la délégation israélienne ne pourra inclure des personnes ayant commis des actes terroristes par le passé, ni des personnes qui préconisent ouvertement l'annexion de la Cisjordanie et de la bande de Gaza à Israël.

Le roi Hussein, à qui Shultz avait transmis la composition de la délégation israélienne susceptible de participer à des négociations avec les Jordaniens et les Palestiniens, avait refusé la candidature d'Itzhak Shamir, « *cet ancien terroriste qui veut expulser les Arabes de leur patrie* ». De même, le pourtant modéré Pr Arens a été accusé en tant que « *faucon du camp de Shamir* ». Afin de faire passer la pilule, Hussein a néanmoins déclaré qu'il était prêt à envisager l'ouverture de négociations avec des Israéliens modérés, dès qu'une liste acceptable lui serait proposée.

Bien sûr, cette dépêche est imaginaire et il ne s'est jamais rien passé de tel à Amman. Mais l'histoire elle-même est véridique : il suffit de remplacer Amman par Jérusalem et Hussein par le Premier ministre israélien.

L'histoire de la diplomatie internationale comporte-t-elle des cas où des pays opposés par des conflits se sont permis de dicter à la partie adverse la composition de sa délégation à d'éventuels pourparlers de paix ? S'il arrive parfois que l'ouverture de négociations se heurte à des obstacles formels au stade des préliminaires, il s'agit en général de difficultés liées à la spécificité du conflit. Les heurts sont liés à la définition de l'ordre du jour des négociations, à la rédaction de certains articles, etc. Mais je n'ai jamais eu connaissance de cas où la composition d'une délégation ait été soumise à l'approbation de la partie adverse.

Il est vrai que la situation est complexe, du fait qu'Israël ne discute pas la composition de la délégation jordanienne en tant qu'Etat hostile mais exige qu'on lui soumette la liste des personnalités palestiniennes incluses dans une délégation